Protéger les ressources naturelles pour produire une alimentation de qualité, dans une agriculture mondiale malade du capitalisme

Extraits du Rapport d'Orientation du 26ème Congrès de la CGT-INRA, Angers, mars 2013

L'agriculture mondiale est malade du capitalisme : insécurité alimentaire, pollution de l'environnement, spéculation sur les terres, guerre des semences. En sortir est nécessaire. Mais cela pose les questions des besoins en production agricole et de la souveraineté alimentaire : quelle agriculture pour satisfaire les besoins de l'humanité ? Quelle agriculture pour la France ?

Pour la CGT-INRA, l'ampleur des changements nécessaires est immense : refondre l'organisation de la production agricole, de sa commercialisation et de sa valorisation, jusqu'aux circuits de distribution, tout en protégeant l'environnement et en assurant une alimentation saine et de qualité, s'impose.

L'AGRICULTURE MONDIALE MALADE DU CAPITALISME : insécurité alimentaire, pollution de l'environnement, spéculation sur les terres, guerre des semences

Les chiffres globaux sont partagés par tous : environ 850 millions de personnes souffrent de la faim et des centaines de millions d'autres sont malnutris. Si, à l'INRA, ce constat a soudain pris un caractère violemment incitatif du fait de l'engagement institutionnel marqué dans le décret de 2006 qui reprécise les missions de l'organisme, on n'a pas constaté de modification ni des analyses sur les causes du désastre, ni des orientations. Les réponses ont surtout affecté la communication, la création d'Agreenium avec entre autres le CIRAD, soit un bien piètre bilan. En outre, c'est bien plus sur les affamés à venir que nous sommes invités à nous pencher que sur ceux qui déjà souffrent dans les campagnes, mais aussi dans les mégalopoles, du tiers monde ou chez nous. En fait, ces discours moralisateurs justifient désormais la moindre des décisions managériales de la DG : deuxième organisme de recherche agronomique au monde, l'INRA se devrait d'optimiser, réformer, accompagner, restructurer son dispositif, "l'ouvrir à l'international" et le mettre au service du développement, en fait et plus que jamais, au service d'une agriculture nationale "compétitive". Dès lors, le diagnostic sur les causes deviendrait non plus un sujet de recherche mais un préalable fondamental qui semblerait échapper au questionnement. Ainsi l'initiative conjointe pour l'agriculture, l'alimentation et le changement climatique, se situe dans le cadre étroit, et donné pour éternel, du grand marché international en négociation à l'OMC, et avec l'idée force que toute la misère viendrait de ce que trop de petits paysans seraient en dehors du marché et qu'il conviendrait de leur redonner une véritable dignité en les y replaçant. Qui à l'INRA travaille à une véritable compréhension des déterminants géostratégiques des productions et des échanges de denrées, selon quel point de vue ?

Pour la pensée dominante, changement climatique, explosion démographique et entraves au commerce international - de denrées mais aussi de nouvelles technologies agricoles notamment semencières - sont les fléaux contre

lesquels nous autres de la recherche agronomique, serions appelés à nous organiser. La crise économique et financière, la chute organisée des niveaux des stocks mondiaux de céréales, les choix résolus des investisseurs, l'asservissement des Etats au dogme de la main invisible du marché sont selon nous la cause majeure de cette crise alimentaire mondiale.

Il reste que les tendances à l'accroissement de la consommation mondiale créent des problèmes d'approvisionnement locaux que seuls des coopérations renforcées et un rôle accru des agences publiques pourront maîtriser : offices à recréer, services vétérinaires à redynamiser, protection des végétaux à ressusciter, programmes sociaux et éducatifs à inventer... Toutes choses impossibles dans le carcan de l'austérité imposée pour "rassurer les marchés financiers". En accroissant à fond l'exploitation des salariés, le capital mine ses propres bases (limitation des marchés potentiels) et cherche partout des sources de rebond. Les innovations technologiques sont un ressort, mais depuis 2005 et un rapport de la Banque Mondiale sur la question, les financiers se sont énormément intéressés à l'agriculture. En France, les investissements aboutissent à de féroces rationalisations des entreprises. Unilever, Doux, Danone, Nestlé ferment les usines, regroupent et expatrient les productions. Les salariés se mobilisent et de fait, se manifestent (comme toujours) comme les principaux acteurs de la lutte contre les stratégies d'affameurs des géants de l'alimentation. L'agroalimentaire cherche à maximiser ses profits à court terme en s'appuyant sur des "innovations" de plus en plus vides de contenu nutritionnel et riche en illusions : plus "light", plus "naturels", plus "riches en vitamines, oméga3, anti oxydants…", ils sont surtout plus aptes à capter notre désir et nos goûts pour mieux s'accaparer notre argent. Afin de capter le maximum de marge sur l'activité économique, l'industrie alimentaire dévalorise le plus possible le produit agricole et réduit de plus en plus ses coûts. C'est le double mouvement bien orchestré de la pression sur les salaires des travailleurs d'un côté, et de l'assujettissement toujours plus poussé des paysans mis en compétition à l'échelle européenne voire mondiale de l'autre. L'expérience montre que d'autres modes de consommation (notamment certains modes de circuits courts) peuvent permettre une meilleure connaissance par les individus des pratiques agricoles, notamment au niveau de leurs aléas et leurs impacts sur l'environnement et la qualité des aliments. Ces modes de consommation contribuent également à une meilleure représentation sociétale des acteurs du monde agricole (paysans, employés saisonniers…) et à une prise de conscience par les consommateurs de la véritable valeur de le travail des agriculteurs et de leurs salariés et des produits qu'ils élaborent.

Le capitalisme s'installe de plus en plus aux commandes directes de l'agriculture. Il s'appuie pour cela, sur un outil essentiel auquel les agriculteurs ont de plus en plus systématiquement recours : le crédit. La prévention des risques en cas de calamités agricoles est désormais le terrain des assurances privées. Au bout de cette chaîne, l'agriculteur n'est plus maître de son destin et conduit son exploitation de plus en plus en fonction de ses emprunts et non plus en fonction d'un objectif à long terme qui consisterait à entretenir la fertilité de son sol pour le transmettre à la génération suivante.

Cette situation est globale et prend même des proportions jamais envisagées dans certains pays. Les dérégulations agricoles par le biais de subventions européennes font se déverser des millions de tonnes de produits exportés dans des pays où les paysans – du fait de leur pauvreté et l'absence d'aides équivalentes - sont incapables de résister à cette production bien organisée. Ces pays souffrent d'un néocolonialisme violent qui s'assure la complicité des autorités politiques locales. Telle est la Françafrique.

Dans la période récente, les outils financiers permettent de sécuriser des investissements plus risqués. Hausse attendue des prix agricoles d'une part et sécurisation des investissements de l'autre, il devient aussi sûr de mettre de l'argent dans une agriculture aux ordres que dans n'importe quelle activité industrielle. Il en résulte un grand mouvement de privatisation ou d'accaparement des terres par des sociétés

privées au service d'intérêts divers et souvent étrangers. C'est des millions d'hectares, parfois par dizaines de milliers d'hectares d'un seul tenant, sur lesquels une, deux ou trois cultures au plus sont installées par des sociétés qui vendent leurs services plus ou moins itinérants. Les agro carburants sont parmi les plus gourmands.

Sur de telles surfaces la simplification agronomique est obligatoire : mono culture ou presque, travail du sol réduit au maximum, contrôle chimique des mauvaises herbes et des insectes... Le sol est valorisé en quelques années et tant pis s'il s'épuise ou se gorge de résidus, si les mauvaises herbes deviennent résistantes à tout traitement : le taux de profit y atteint au moins pour quelques années des chiffres à faire pâlir ceux de la plupart des industries.

En amont également de la production agricole, la guerre des semences se poursuit dans les prétoires et dans les laboratoires, au bureau des brevets. Seule ou presque Monsanto réalise de très juteux profits grâce aux licences qu'elle a vendues aux autres compagnies de semences (dont Limagrain). Ces brevets retirent de fait ces variétés de l'ensemble des ressources génétiques dans la mesure où débarrasser un génome d'un transgène est à peu près aussi difficile que de l'y installer. Ils séquestrent le progrès génétique accompli pour le reste des caractères largement plus importants, et freinent de ce fait le progrès génétique. La recherche est peu à peu contaminée par ce système de privatisation des ressources. Plus profondément encore, c'est le génome naturel, intact des plantes que les compagnies voudraient pouvoir breveter, après en avoir retenu le meilleur dans les filets de la sélection. La sélection génomique consiste à mettre un signal moléculaire sur les caractères intéressants pour les repérer et les accumuler au cours des générations dans les plantes ainsi améliorées. Mais en réalité, c'est surtout pour s'en assurer la propriété à l'aide de brevets, contre toute rigueur juridique ou scientifique.

Europe, PAC 2013 : vers la dérégulation totale des marchés et le « verdissement »

Alors que l'économie de marché a montré son incapacité à gérer les marchés agricoles, l'UE abandonne dans la PAC 2013 tous les outils d'intervention pour réguler les marchés agricoles (soutien des marchés, barrières douanières, constitution de stocks stratégiques de produits agricoles). Ainsi la suppression des quotas laitiers en 2014 va remettre en cause la viabilité des petites exploitations, en particulier dans les zones difficiles (montagne). Cette politique est mortifère car à terme c'est la disparition des petites exploitations familiales, la contractualisation des producteurs de plus en plus assujettis aux grands groupes agroalimentaires, et le maintien d'une minorité d'exploitations agricoles de type capitaliste.

La gestion des marchés est renvoyée aux acteurs privés qui doivent souscrire des contrats d'assurance pour s'assurer contre la volatilité des prix résultant de la spéculation (marchés à terme). De fait la commission européenne propose de privatiser la gestion des marchés et de demander aux petits producteurs et aux contribuables de payer les dégâts de la dérégulation.

Les objectifs de la PAC s'articulent toujours autour d'un objectif central : l'augmentation de la productivité de l'agriculture mais en la « verdissant » un peu. Elle ne retient ni le maintien de l'emploi agricole, ni la souveraineté alimentaire comme buts. De plus, la Commission Européenne propose que la distribution d'une partie de ces aides redevienne de la responsabilité des états ; ce qui dans une Europe zone de libre-échange, va amplifier le dumping social et fiscal entre les états membres.

Nous devons pousser l'UE à demander le retrait de l'agriculture et de l'alimentation du périmètre des accords de l'OMC et transférer le suivi de ces dossiers dans d'autres instances internationales. La PAC doit mettre en place des outils de gestion et de régulation des marchés. Les marchés mondiaux des produits agricoles sont structurellement instables, et cette instabilité s'accroît sous l'influence de la spéculation et du développement des agro carburants.

PROTEGER LES RESSOURCES NATURELLES POUR PRODUIRE UNE ALIMENTATION DE QUALITE

Par l'étendue des surfaces nécessaires, l'agriculture modifie sensiblement les surfaces continentales, les réserves en eau, la composition chimique de l'air, la biodiversité, au point de contribuer à modifier le climat global et ce depuis des siècles. Mais depuis les années 1960, avec un flux d'intrants massifs sur des millions d'hectares d'une part, et notre capacité croissante à suivre l'état de l'environnement d'autre part (à laquelle contribue le réseau de mesures INRA), nous savons que les impacts environnementaux remettent en question la reproduction de la fertilité des sols et la durabilité de leur exploitation.

En France, le « développement » agricole actuel liquide 50 exploitations agricoles et pousse au moins 1 agriculteur au suicide chaque jour. L'élevage est particulièrement affecté. Ce type de « développement » a par ailleurs des conséquences nuisibles sur l'environnement. L'industrialisation de la transformation des produits et la concentration inouïe des moyens de distribution provoquent l'hyperspécialisation des zones de productions et les rendent incapables de réguler les cycles de l'eau, de l'énergie, des éléments fertilisants entre les différentes composantes des paysages agricoles. Dans la logique de l'exploitation capitaliste, dans une fuite en avant toujours plus poussée, et au motif de résorber leurs effets les plus visibles, ces déséquilibres induisent une surconsommation d'énergie et l'artificialisation toujours plus grande des systèmes de production. Ce sont d'ailleurs deux secteurs rentables pour certains agents économiques comme Vivendi ou Veolia, à l'affut du recyclage des déchets, de l'entretien des paysages et du nettoyage des eaux polluées. Les alliances politiques passées entre les grands céréaliers et les délégataires de services publics dans les organismes de gestion des zones de captage des eaux d'alimentation par exemple relèvent bien de cette logique.

Sortir de cette logique est nécessaire. Mais cela pose les questions des besoins en production agricole et de la souveraineté alimentaire : quelle agriculture pour satisfaire les besoins de l'humanité ? Quelle agriculture pour la France ? L'ampleur des changements est immense. Refondre l'organisation de la production agricole, de sa commercialisation et de sa valorisation, jusqu'aux circuits de distribution s'impose.

La CGT-INRA ne prétend pas répondre seule à ces questions mais affirme que seule une recherche agronomique publique, indépendante, explorant tous les champs de la relation entre alimentation, production agricole et forestière, et environnement, à toutes les échelles d'organisation, sera à même de contribuer à rationaliser le débat qui plus que jamais anime la société toute entière. Elle affirme en outre que la CGT dans son ensemble, à commencer par ses composantes les plus ancrées dans ces domaines d'activité, doit faire converger les luttes pour un travail sain, socialement utile, bien rémunéré et assurant aux salariés des perspectives. Salariés de l'agriculture, des coopératives, des entreprises de transformation, de la grande distribution, de l'artisanat de transformation doivent se faire entendre et nos organisations doivent porter leurs revendications. Ces salariés ne doivent pas faire les frais des malversations patronales pouvant avoir un rôle néfaste sur la santé (voire le bien-être) et l'environnement des populations comme dans le cas des exemples récents de Spanghero, Fraisnor ou du groupe Doux.

Biodiversité

La biodiversité souffre de la simplification de nos systèmes de production. Nous dénonçons la monétarisation des « services éco systémiques » au prétexte de sauver cette biodiversité ramenée à quelques fonctions de production ou de conservation utilitaires à courte vue. Si localement et temporairement, l'agriculture doit défendre les récoltes contre des pertes dues aux ravageurs et maladies, cela devra se faire *a minima,* avec le

plus de connaissances possibles des réseaux écologiques qui président au maintien de la biodiversité générale. Les connaissances actuelles sont loin de nous permettre de tirer tout le parti possible d'une écologie agricole aussi riche, ce qui ouvre de vastes perspectives de recherche.

Faire de la biodiversité un grand thème de recherche dans les différents départements serait en effet un moyen d'intégrer de nombreuses approches pour développer des connaissances et des innovations utiles et durables. La liquidation de départements spécialement dédiés à ce thème (faune sauvage, intégré à EFPA) devrait être remise en question.

Agricultures biologiques, raisonnées, agro écologiques…

Depuis de nombreuses années et malgré des difficultés de tous ordres, des modes de productions regroupés entre autres sous le label « bio » se développent. Ils visent à donner un maximum de rôle aux processus naturels dans la production agricole, l'agriculteur cherchant toujours à tirer le plus de chaque production dans ces conditions. Le label AB a permis une visibilité très forte pour un ensemble de pratiques de toutes sortes, y compris dans la transformation et la distribution qui tout en se fixant un objectif général commun, n'a jamais prétendu à l'exhaustivité ni à la normalisation. Or, ces pratiques qui produisent des aliments à teneurs réduites ou nulles en résidus phytosanitaires, conduisent à des rendements inférieurs à ceux résultant de pratiques moins respectueuses de l'environnement. Ces plus faibles niveaux de production défavorisent les agriculteurs qui les développent. Le compromis entre développement de la démarche d'agriculture biologique et le marché a conduit à une normalisation et parallèlement à la reconnaissance de ce type d'agriculture. Grâce à des prix nettement plus élevés perçus par eux (50 à 60 %) les paysans exploitant sous le label AB vivent aussi bien que d'autres, dont les revenus sont grevés de charges, notamment financières[1]. Ce prix est soumis au marché et sous la pression des géants de la distribution, l'accroissement de la part du bio tend à réduire ces prix, diminuant peu à peu la capacité des exploitations bio à soutenir la concurrence sur le long terme. De plus, la distribution des produits Bio par les grandes surfaces a entraîné le même type de lobbying sur les normes que pour les autres produits. Ainsi, un certain nivellement par le bas de la production sous label AB s'est-il réalisé ces dernières années en grande partie du fait d'un assouplissement par la commission Européenne des cahiers des charges des productions de l'agriculture biologique. En Europe, le poulet bio devait initialement être alimenté à partir d'aliments produits sur l'exploitation. Alors que c'est quasiment toujours le cas pour l'agriculture bio paysanne, il est clair qu'aujourd'hui, pour l'agro-industrie bio, il suffit que ces aliments soient eux-mêmes bio : le poulet bio français vendu par la grande distribution est désormais massivement produit avec du grain sud-américain ou d'Europe de l'Est. De même, le mouton bio roumain a mis à mal la production française. Que reste-t-il de bio dans un produit qui a fait plus de 1000 km dans un poids lourd ?

Les pratiques du bio ont par ailleurs un immense intérêt pour la recherche agronomique toujours avide de systèmes extrêmes pour caler ses modèles, et surtout pour donner des pistes à une généralisation de pratiques qui assurent la reproduction à long terme des systèmes de production et le maintien de territoires vivables. Il faudra cependant sortir de la logique de « niche » dans laquelle ces pratiques se sont développées, tout en évitant les pièges de la normalisation par le marché capitaliste.

Pour ces raisons et tardivement (et sans doute pour contrer la Confédération Paysanne qui soutient fortement le bio), la FNSEA a tenté de rassembler l'ensemble des techniques et modes de conduites agricoles les plus optimum sous l'expression « agriculture raisonnée » afin de

[1] Au niveau des consommateurs finaux, il faut remarquer que les circuits courts permettent de maintenir des prix très raisonnables du fait de la suppression de nombreux intermédiaires, l'agriculteur récupérant la marge ainsi libérée.

démontrer l'engagement de toute l'agriculture pour l'environnement. Il s'agit d'appliquer les doses requises aux moments requis pour obtenir le rendement maximum, en évitant les pratiques excédentaires, très fréquentes si l'intrant est de faible prix par rapport au gain espéré (eau d'irrigation, engrais azotés, certains herbicides, fuel…). Même si cette démarche a en effet permis de réduire les doses, on est loin d'avoir réduit durablement les pollutions agricoles. Actuellement, la sphère agroalimentaire française semble se rallier à une conception globale qui constate en effet que les exploitations agricoles sont des écosystèmes et des sous-parties de systèmes plus vastes. La mesure des impacts a été prise en compte et il a été constaté que seules des approches à l'échelle de territoires, la plupart du temps beaucoup plus vaste que l'exploitation, étaient susceptibles d'apporter des solutions aux ravages sur la biodiversité, la qualité des eaux, la fertilité des sols. La notion d'intensification écologique de l'agronome américain Ken Cassman a permis de lancer une nouvelle démarche qui se traduit dans l'agriculture intensive, reprise par le CIRAD et certaines coopératives, et récemment dans le chantier Agro écologie interne à l'INRA. Mais dès l'origine de cette orientation, un débat s'est instauré sur la place que doivent jouer les paysans dans ces orientations : sujets de règlements décidés au-dessus d'eux ou bien acteurs de la recherche de solutions adaptées à leurs besoins et à ceux des citoyens ? En arrière-plan, les buts de l'agriculture et la démocratie sont les fondations qu'il faudrait construire. On en est encore loin.

Dans ce contexte, fixer des objectifs de surfaces ou de production à l'agriculture biologique ressemble davantage à un slogan électoraliste qu'à une orientation susceptible de rendre l'agriculture dans son ensemble compatible avec un environnement de qualité. Affirmer que la compétitivité sur les marchés mondiaux tels qu'ils sont dérégulés serait compatible avec la sécurisation des exploitations, singulièrement dans l'élevage, et le verdissement de la production agricole est une farce. La soumission de Bruxelles à l'économie mondialisée fige le système, sans réelles perspectives. La domination absolue des firmes américaines sur le marché des protéines végétales reste actée. Les chercheurs en agronomie européens réunis à Helsinki en août 2012 ont alerté sur l'absence totale d'impact et l'inadaptation des mesures visant soi-disant à diversifier les systèmes de culture. La CGT-INRA constate que la recherche tarde à obtenir les moyens nécessaires de progresser. Elle analyse les orientations affichées par l'INRA comme une tentative d'améliorer l'image de programmes lourds déjà lancés (biotechnologies vertes en est un exemple flagrant) tandis que l'exploration d'une nouvelle agriculture reste faiblement soutenue.

La CGT-INRA revendique une agriculture créatrice d'emplois se basant sur des exploitations de plus petites tailles et utilisant les connaissances scientifiques sur le fonctionnement des sols et des plantes (agro-écologie). A ce titre, la CGT-INRA revendique aussi le développement de davantage de programmes de recherche sur des systèmes de productions alternatifs à l'agriculture capitaliste.

Moratoire sur les OGM

Annoncée dans les années 1980, la révolution biotechnologique dans le domaine de l'amélioration des plantes n'a pas eu lieu. Les progrès génétiques sur les rendements et les maladies se poursuivent au même rythme que depuis le début des années 1950, sur toutes les cultures où la recherche est forte. Ces gains relatifs semblent acquis quelles que soient les conditions de production. Certes, des «innovations» biotechnologiques se sont généralisées avec la mise en culture de centaines de millions d'ha en OGM. Elles permettent de mettre dans la plante des caractères qui remplacent l'apport extérieur de pesticides ou simplifient à l'extrême l'usage d'herbicide. Le coût de production reste à peu près identique, sauf à transférer le prix de l'innovation sur les états (cas de l'Argentine.) Mais contrairement aux gains en rendement, ces techniques ne sont pas durables et les insectes et les mauvaises herbes contournent les techniques génétiques. Les solutions techniques ne sont pas au point. En outre, orienter l'essentiel de la recherche sur cette

stratégie encourage à ne plus travailler que sur un nombre très restreint d'espèces supposées aptes à porter tous les caractères agronomiques désirés. Cela va justement à l'encontre d'une démarche de diversification préconisée par les agronomes. Il s'ajoute à cela que le contrôle de la semence par le semencier, avec des brevets sur les gènes et non pas un droit sur la diffusion des variétés, crée une situation qui met à mal la souveraineté alimentaire. Ces brevets sur des «innovations» technologiques ouvrent la voie à une généralisation du brevet sur tout gène y compris naturellement présent dans les plantes. Ils instaurent un nouvel ordre mondial en étendant la loi du marché à tout le vivant.

En outre, de nombreux citoyens s'interrogent maintenant, faute de preuve absolue de leur innocuité, sur la sécurité sanitaire de ces produits végétaux. La controverse « Séralini », malgré certaines critiques légitimes faites à ce chercheur et à sa communication vers les médias, a remis en lumière les faiblesses des contrôles actuellement largement de la seule responsabilité des firmes, sur les effets à long terme des OGM à pesticides ou herbicides. Les citoyens exigent plus que jamais une recherche publique, indépendante, capable d'étudier sereinement toutes les options, à tous les niveaux, du gène au territoire.

De plus cette affaire met bien en évidence le besoin d'une agence de sécurité publique sanitaire indépendante qui soit financée par des taxes sur les produits des semenciers, de l'industrie et de la grande distribution qui les introduisent dans la chaîne alimentaire. Cette exigence citoyenne pour une recherche publique indépendante rencontre celle des agents de l'INRA et constitue la base de notre position sur les OGM. Celle-ci a été reformulée en mars 20122. Parallèlement, les syndicats de la CGT du secteur se sont concertés et ont signé une déclaration commune demandant l'interdiction des brevets sur les gènes et leurs fonctions et la révision de la loi sur les semences du 8 décembre 20113. Dès aujourd'hui, l'INRA se doit d'être exemplaire. Il a une marge de manœuvre considérable pour mettre en œuvre cette politique de diffusion d'innovations libres de droit, en publiant ses résultats. La CGT-INRA continuera sans relâche son combat pour libérer la génétique et la mettre au service du progrès pour tous les citoyens.

Politique de l'eau

Les engagements de l'Etat sur la politique de l'eau restent en-deçà des besoins. En agriculture, il faut promouvoir une politique qui garantisse la qualité de la ressource et non favoriser les alliances entre pollueurs et compagnies des eaux privées, promptes à proposer des solutions coûteuses et de courte durée de vie pour nettoyer l'eau et la tarifer à prix d'or. Les aménagements hydrauliques doivent prendre en compte l'ensemble des besoins, à partir d'une analyse globale des besoins de production et de disponibilité des milieux. La recherche de systèmes de culture alternatifs doit être stimulée. Au plan de la recherche agronomique, cela nécessite d'étendre le nombre des espèces étudiées, blé, colza et maïs ne pouvant en aucun cas répondre à toutes les situations. La sécurisation des systèmes fourragers par des productions d'été ne doit pas justifier l'extension sans fin des exploitations céréalières, finalement au détriment des élevages, conduisant à l'hyperspécialisation des territoires qui est la véritable source des problèmes environnementaux. L'eau, sur le plan qualitatif et quantitatif, est le meilleur exemple de la nécessité de prendre en compte l'échelle territoriale, au-delà des mesures à prendre pour chaque exploitation.

Santé et environnement

Conséquence de l'excès de contrôle des mauvaises herbes, insectes ravageurs et maladies, la diffusion dans l'environnement et dans les chaînes alimentaires de produits

2 http://www.inra.cgt.fr/actualites/ogm/OGMpositionsCGTINRA_mars%202012.pdf

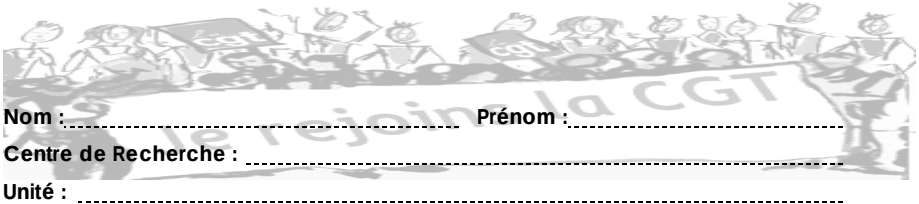
3 http://www.inra.cgt.fr/actualites/ogm/Brevets_DeclaCommune_CGT_INRA_FNAF_24mai2012_V_complete.pdf

toxiques s'est généralisée. Pour tardive qu'elle soit, la prise de conscience est réelle. Les travailleurs des campagnes se sont retrouvés aux premières loges. Des études épidémiologiques complexes cernent de mieux en mieux les expositions graves aux produits phytosanitaires et de premiers succès juridiques sont un appui à la lutte pour la sécurité au travail. La convergence des luttes dans les comités hygiène et sécurité et condition de travail des entreprises de l'agrochimie et des citoyens pour des territoires propres et une alimentation saine s'organise et débouche sur de nouvelles pratiques. Sans cela on ne pourra pas dégager la production et l'usage de pesticides des contraintes économiques qui poussent à leur usage immodéré. La FNAF-CGT (Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT) a montré que cette question est cruciale. La sécurité des conditions de travail est un des axes revendicatifs les plus brûlants dans la chimie, le traitement de semences, etc. Faute de moyens appropriés alloués à des agences réellement indépendantes des groupes de l'agrochimie, la question de la sécurité des consommateurs de produits agricoles n'est pas encore clairement évaluée.

Pour l'INRA, la CGT-INRA revendique des programmes de recherche en toxicologie, en amélioration des plantes et en agronomie, en santé animale et en zootechnie, et en zoologie pour réduire dans les faits le recours aux produits toxiques pour l'homme et ses auxiliaires.

- **La CGT-INRA revendique une politique agricole et une régulation des échanges favorisant une agriculture créatrice d'emplois et tournée vers l'alimentation des populations locales.**
- **La CGT-INRA reconnaît la nécessité de développer une ingénierie écologique (Agro-écologie) afin de développer une agriculture préservant et utilisant intelligemment la biodiversité.**
- **la CGT-INRA réitère sa demande au gouvernement de revenir sur le contrat productiviste d'exploitation des forêts publiques Etat-ONF signé fin 2011 sous l'ère Sarkozy.**
- **La CGT-INRA revendique l'extension des prérogatives du CHSCT aux risques environnementaux afin de détecter plus rapidement les problèmes environnementaux et de mieux protéger la santé des travailleurs.**
- **La CGT-INRA revendique la création d'une agence de sécurité publique sanitaire indépendante qui conduise l'expérimentation nécessaire (et non seulement les expertises), financée par des taxes sur les produits des semenciers, de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution qui les introduisent dans la chaîne alimentaire.**
- **La CGT-INRA réclame une séparation claire entre recherche publique et recherche privée (Remise en cause des Fondations et des Pôles de compétitivité) afin de garantir l'impartialité des expertises scientifiques sur les risques pour la santé et l'environnement.**

Syndicat National CGT-INRA
RN 10 – Porte de St Cyr
78210 Saint Cyr l'Ecole
Tél : 01.39.53.56.56
Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr
Sites internet :
https://intranet.inra.fr/cgt/ et
http://www.inra.cgt.fr/



Nom : ..... **Prénom :** .....
Centre de Recherche : .....
Unité : .....
Téléphone : .....
E-mail : .....